

Bulletin d'histoire politique

«Du pain et des roses»: une marche politique!

Françoise David



Volume 4, Number 3, Spring 1996

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1063555ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1063555ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association québécoise d'histoire politique
Septentrion

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

David, F. (1996). «Du pain et des roses»: une marche politique! *Bulletin d'histoire politique*, 4(3), 65–67. <https://doi.org/10.7202/1063555ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1996

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

«DU PAIN ET DES ROSES»: UNE MARCHÉ POLITIQUE!

Françoise David

Présidente

Fédération des femmes du Québec

(Réponse au «Manifeste d'une femme libre» publié par Béatrice Richard dans le *Bulletin d'histoire politique*, vol 4, n° 1, automne 1995, p. 75-80.)

«Le vrai féminisme prend. Il n'achète pas. Et il fait ce qu'il veut, car ce qu'il veut ne s'achète pas. Il a le sens de l'honneur, de la retenue et de la dignité. Il s'affirme, c'est tout.»

Cet extrait du texte de madame Richard veut, selon elle, illustrer tout ce que n'était pas la Marche des femmes. Une marche qu'elle identifie, de façon quelque peu méprisante, à «des processions de paroissiennes en goguette» où j'aurais prétendu que «le Combat contre la pauvreté est apolitique». Parlons-nous de la même Marche, celle qui a secoué la province durant 10 jours, forçant le gouvernement du Québec à nous accorder des gains significatifs? C'est par souci de justice envers les marcheuses que je répons aujourd'hui publiquement à Béatrice Richard après lui avoir répondu privément le 9 octobre dernier.

Nous avons organisé la Marche des femmes contre la pauvreté pour mettre fin au fatalisme ambiant face au discours néo-libéral dominant. Nous avons dit, chanté, récité avec dignité, fermeté et obstination que l'exclusion n'est pas un mal social, c'est la conséquence de diktats économiques et politiques que nous réfutons. Alain Dubuc, éditorialiste de *La Presse* l'a bien compris, lui qui a fustigé nos demandes au nom du réalisme économique.

«Une liste de revendications n'est pas un programme politique.» Bien sûr que non! Mais cette liste indique tout de même qu'il y a des portes de sortie à la pauvreté: emploi, formation, logement social, augmentation du salaire minimum, etc. L'abbé Pierre disait: «La politique ce n'est rien d'autre que l'art de rendre possible ce qui est nécessaire». Moi qui suis non-croyante, j'admire ce vieil homme courageux, impertinent et passé maître dans l'ébranlement des bonnes consciences.

La Marche des femmes a voulu que le nécessaire devienne possible, même en ces temps de dérives conservatrices. Et s'il fallait des ampoules aux pieds pour émouvoir, sensibiliser, rallier, qu'est-ce que cela peut faire? Bien sûr, les médias se sont surtout attardés au caractère spectaculaire de l'événement. Les gens, eux, ne s'y sont pas trompés. Des centaines de témoignages, d'appels et de lettres nous ont exprimé un appui, une solidarité profonde de la part d'hommes et de femmes qui voyaient enfin poindre l'espoir au bout du tunnel.

Oui, des appuis *d'hommes* et de femmes. Beaucoup d'hommes se sont sentis concernés par cette Marche où nous leur demandions leur soutien. Ils étaient nombreux, le 4 juin, devant la Colline parlementaire. Ils ne se sont sentis ni exclus ni ennemis, contrairement à qu'affirme madame Richard. En fait, la plupart des hommes ont fort bien compris notre message: la pauvreté est inacceptable pour toutes et tous. Il convient cependant d'admettre une réalité. Dans tous les pays du monde, des plus développés à ceux où la misère est la règle, les femmes forment le groupe le plus pauvre.

Non, toutes les femmes ne sont pas pauvres et tous les pauvres ne sont pas des femmes. Mais celles-ci, pour des raisons systémiques courent le risque d'être pauvres plus souvent que les hommes. Et compte tenu de leurs responsabilités familiales, cette situation a aussi des conséquences sur leurs enfants.

Affirmer ces choses, ce n'est pas pratiquer un discours d'exclusion. J'appellerais cela «Mettre les pendules à l'heure», tout simplement.

Une Marche des femmes contre la pauvreté ne victimise pas les femmes, au contraire! Marcher 10 jours, organiser l'accueil des marcheuses ou des activités de solidarité internationales, préparer le rassemblement du 4 juin... impliquent que l'on se prenne en mains, avec les moyens du bord, impliquent aussi des alliances parfois nouvelles avec divers groupes ou individus, dans toutes les régions du Québec. On ne discute pas que de sandwiches, tout de même! Ces solidarités se fondent sur le désir partagé de changer l'ordre des choses, même si le chemin pour y arriver est long et tortueux.

Bref, les femmes et les hommes ont bénéficié des retombées de la Marche. L'augmentation — même trop faible — du salaire minimum, c'est bon pour tout le monde, non? Mais surtout, ce grand événement a fait connaître davantage le mouvement des femmes et toutes ses composantes, plurielles et diversifiées. Nous nous engageons maintenant dans d'autres luttes: une loi satisfaisante sur l'équité salariale, une augmentation significative du salaire minimum, le retrait des coupures à l'aide sociale et de la

réforme fédérale sur l'assurance-chômage. Quatre revendications qui confrontent directement les pouvoirs économiques et politiques.

Dans ces luttes, l'appui et la participation de tous ceux et celles pour qui la justice sociale n'est pas un concept dépassé sont plus que nécessaires: indispensables.

En terminant, un dernier point. Dans ma réponse à madame Richard, je me disais intéressée à la rencontrer et à participer avec elle à un débat public, organisé par le *Bulletin d'histoire politique*. Elle a refusé en ces termes: «Je ne vois pas en quoi prendre un café ensemble ou faire une rencontre interlocutoire changera grand-chose à la question. Je n'ai ni le temps ni l'argent pour m'engager dans ce genre de débat.» (Lettre datée du 4 novembre 1995.) Dommage! J'aurais préféré, quant à moi, un débat public sur la Marche et le féminisme québécois à une réplique comme celle que je viens d'écrire. Dans un débat, il y a échange, dialogue, développement d'idées convergentes et contradictoires... Il y a aussi participation du public. Tous et toutes en ressortent mieux informés et plus riches intellectuellement. Une autre fois, peut-être?

Montréal, le 8 janvier 1996